Critique Sociale

Les Rapports de force électoraux dans la République de Weimar





Avec cet texte, nous revenons sur cet aspect spécifique de l'histoire politique de l'Allemagne de 1919 à 1933 : les rapports de force électoraux au sein de la République de Weimar. La République allemande avait été établie par la Révolution de novembre 1918, qui avait renversé la monarchie. Elle fut abolie de fait début 1933, par la mise en place de la dictature nazie.
Deux événements mondiaux sont subis de plein fouet par la société allemande à 10 ans de distance : la défaite militaire et le Traité de Versailles en 1919, puis la crise mondiale à partir de 1929. La période s'achève par la tragédie que fut l'arrivée au pouvoir du parti nazi, mouvement d'extrême droite qui mit rapidement en place une violente tyrannie qui aboutit à la guerre et à la barbarie antisémite.

Nous donnons pour chaque élection nationale les résultats par parti[1], puis les regroupons en trois blocs : 1) gauches ; 2) centre ; 3) droite et extrême droite. Ces blocs se composent de la façon suivante :
- Gauches : SPD (sociaux-démocrates), USPD (socialistes de gauche), KPD (communistes, puis staliniens).
- Centre : Zentrum (parti pivot de cette république parlementaire), DDP et BVP.
- Droites : DVP (nationalistes-libéraux), DNVP (conservateurs) et NSDAP (nazis).

Janvier 1919, élection de l'Assemblée constituante :
SPD (gauche sociale-démocrate) : 37,9 %
Zentrum (centre catholique) : 19,7 %
DDP (centre démocrate) : 18,6 %
DNVP (droite conservatrice) : 10,3 %
USPD (gauche socialiste) : 7,6 %
DVP (droite libérale) : 4,4 %
Divers : 1,5 %

Blocs : gauches 45,5 %, droites 14,7 %, centre 38,3 %[2].

[1]. D'après Jürgen Falter, Thomas Lindenberger, Siegfried Schumann, *Wahlen und Abstimmungen in der Weimarer Republik*, Verlag C.H. Beck, 1986, et Richard Hamilton, *Who voted for Hitler ?*, Princeton university, 1982.
[2]. Nous ne comptons les « divers » dans aucun des blocs, le total ne fait donc pas 100 %.

Quelques semaines après la Révolution de novembre, les droites sont logiquement au plus bas. C'est un vote pour la république et pour les avancées sociales obtenues en novembre 1918 : d'où le vote massif pour le SPD. Aucun parti ne retrouvera un tel résultat dans un vote démocratique pendant toute la durée de la République de Weimar.

Friedrich Ebert du SPD, qui était depuis novembre 1918 chef du gouvernement, est logiquement élu par l'Assemblée premier président de la République, en février 1919. L'USPD refuse de s'associer au SPD, et c'est une coalition de centre-gauche qui gouverne : SPD, Zentrum et DDP. Le SPD s'allie donc sur sa droite, y compris dans l'élaboration de la constitution – qui est adoptée à l'été 1919 par l'Assemblée constituante siégeant à Weimar.

Les soulèvements de janvier et mars 1919 à Berlin sont violemment réprimés. La République des conseils de Bavière est également écrasée dans le sang. 1919 marque la fin de l'importance en Allemagne des conseils ouvriers, organes de revendication et de démocratie des travailleurs. Par contre, de nombreuses structures issues de l'Empire persistent. En participant à cette alliance contre-révolutionnaire avec l'armée et les Corps francs (milices d'extrême droite), le SPD met un coup d'arrêt à la révolution dans la société allemande. Ses « corps intermédiaires » restent donc souvent conservateurs, voire anti-républicains, ce qui s'exprimera au cours des années suivantes. La République naissante « *connaît donc la lourde hypothèque que constitue la puissance inentamée des forces conservatrices maintenues par la social-démocratie.* »[3]
En mars 1920, certaines de ces forces réactionnaires tentent un coup d'Etat : c'est le « putsch de Kapp », qui est mis en échec par une grève générale unitaire.

Juin 1920, élections législatives :
SPD : 21,7 %

---

3. Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, Presses universitaires de France, 2003, p. 69. De même, selon Rita Thalmann : « *En définitive, il ne pouvait y avoir de démocratie en Allemagne sans une réforme profonde des structures de la société* » (*La République de Weimar*, Presses universitaires de France, 1995, p. 122).

USPD : 17,9 %
DNVP : 15,1 %
DVP : 13,9 %
Zentrum : 13,6 %
DDP : 8,3 %
BVP (centre catholique bavarois) : 4,2 %
KPD (gauche communiste) : 2,1 %
Divers : 3,2 %

Blocs : gauches 41,7 %, droites 29 %, centre 26,1 %.

En janvier 1919, le SPD avait bénéficié des acquis obtenus par les travailleurs suite à la Révolution de novembre 1918. Mais un an plus tard, la déception vis-à-vis du SPD au pouvoir est très nette avec une perte massive de voix – qui vont vers l'USPD, qui devient le deuxième parti du pays. Les deux principaux partis de gauche sont donc aussi les deux principaux partis du pays ; néanmoins les gauches reculent légèrement au profit de la droite, qui prend des voix au centre tout en restant cependant minoritaire.

En janvier 1919, une majorité du KPD s'était prononcée pour le boycott des élections, à l'encontre de la position de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, et suite à une surestimation de la situation (ils pensaient la révolution prolétarienne imminente). Ceux qui sont restés abstentionnistes sont exclus quelques mois plus tard, ce qui constitue un nouvel affaiblissement du KPD après l'éxécution de nombre de ses militants par la contre-révolution. Fin 1920, la majorité de l'USPD décide d'adhérer à l'Internationale communiste et fusionne avec le KPD, ce qui lui apporte des effectifs militants qu'il n'avait jamais eu auparavant. La minorité de l'USPD reste d'abord indépendante puis rejoint le SPD en 1922. Mais la reprise en main du KPD par Moscou se traduit par une conception automatiste de la révolution. Cette nouvelle tactique et les divisions internes contribuent à ses échecs. Fin 1923, le KPD est interdit durant quelques mois.
Les raisons de se mobiliser ne manquent pourtant pas, puisque le gouvernement centriste annule fin 1923 certaines conquêtes de la Révolution de novembre, ce qui se traduit par le rallongement de la durée du travail et d'autres reculs sociaux.

Mai 1924, élections législatives :
SPD : 20,5 %
DNVP : 19,5 %
Zentrum : 13,4 %
KPD : 12,6 %
DVP : 9,2 %
NSFP (nazis) : 6,5 %
DDP : 5,7 %
BVP : 3,2 %
Divers : 9,4 %

Blocs : gauches 33,1 %, droites 35,2 %, centre 22,3 %.

Le KPD, bénéficiant des éléments issus de l'USPD, réalise sa première percée électorale. Mais il y a une forte poussée à l'extrême droite, après la lamentable occupation de la Ruhr par l'armée française, ainsi qu'en raison des indemnités de guerre réclamées à l'Allemagne par les vainqueurs de 14-18. Dans ce contexte qui pousse par réaction au nationalisme, la gauche subit son plus lourd recul de toute la période de la République de Weimar. Les mesures impopulaires du gouvernement, qui font payer aux classes populaires la lutte contre l'inflation, conduisent logiquement au recul électoral des partis de la coalition de Weimar.
Les nazis se présentent sous l'appellation d'une coalition d'extrême droite, qui effectue un score assez médiocre. Mais ils font alors partie d'un courant plus vaste d'une droite nationaliste hostile à la République de Weimar, et en particulier haineuse envers ceux qu'ils appellent les « *criminels de novembre* » (c'est-à-dire les participants à la Révolution de novembre 1918).
Une coalition de centre-droit (Zentrum, DDP et DVP) est au pouvoir, mais sans majorité. Il faut donc procéder à de nouvelles élections.

Décembre 1924, élections législatives :
SPD : 26 %
DNVP : 20,5 %
Zentrum : 13,6 %
DVP : 10,1 %
KPD : 9 %

DDP : 6,3 %
BVP : 3,8 %
NSFP : 3 %
Divers : 7,7 %

Blocs : gauches 35 %, droites 30,9 %, centre 23,7 %.

Le SPD effectue la plus forte progression de ce scrutin, mais faute d'allié stable n'en profite pas. De façon plus générale, l'instabilité gouvernementale devient une constante.

Mars 1925, élection présidentielle :
Cette élection a lieu pour remplacer le social-démocrate Friedrich Ebert, décédé. La droite arrive en tête du premier tour avec 38,8 % des voix, le SPD fait 29 %, le centre 14,5 %, et le KPD 7 %. Le candidat nazi, le militaire Ludendorff (qui avait participé au « putsch de Kapp » de 1920), ne réunit que 1,1 % des suffrages.
Fait curieux, le SPD n'est plus présent au second tour, se désistant au profit du candidat du centre afin de faire barrage à la droite anti-républicaine. Mais c'est cette droite qui l'emporte, le militaire conservateur Hindenburg étant élu avec le soutien de toutes les droites : DVP, DNVP et nazis. Il obtient 48,3 %, le candidat centriste 45,3 %, et le candidat du KPD Ernst Thälmann qui s'était maintenu obtient 6,4 %. Il sera reproché à ce dernier ce maintien, qui aurait permis l'élection d'Hindenburg.

Mai 1928, élections législatives :
SPD : 29,8 %
DNVP : 14,2 %
Zentrum : 12,1 %
KPD : 10,6 %
DVP : 8,7 %
DDP : 4,9 %
BVP : 3,1 %
NSDAP (nazis) : 2,6 %
Divers : 14 %

Blocs : gauches 40,4 %, droites 25,5 %, centre 20,1 %.

On observe la remontée des deux partis de gauche, la baisse des droites, et l'éparpillement électoral (notamment l'importance des petits partis), ainsi qu'une abstention en hausse.
Le SPD remporte nettement les élections, et dirige le nouveau gouvernement – qui rassemble une large coalition centriste.
Mais ce gouvernement est remplacé deux ans plus tard sur l'initiative du président Hindenburg. La coalition de Weimar a pris fin, un gouvernement de droite est mis en place en mars 1930. De plus, les centristes se « droitisent ».

La période est marquée par la crise économique mondiale, déclenchée aux Etats-Unis en octobre 1929. L'économie de l'Allemagne était dépendante des Etats-Unis, d'où des répercussions très importantes de la crise dans le pays. Le chômage de masse, qui en Allemagne préexistait à la crise, s'aggrave de façon tragique.
La situation sociale déjà très difficile est encore aggravée par le gouvernement, qui décide des baisses de salaires et autres mesures anti-sociales pour tenter de combler son déficit.

Septembre 1930, élections législatives :
SPD : 24,5 %
NSDAP : 18,3 %
KPD : 13,1 %
Zentrum : 11,8 %
DNVP : 7 %
DVP : 4,7 %
DDP : 3,8 %
BVP : 3 %
Divers : 13,8 %

Blocs : gauches 37,6 %, droites 30 %, centre 18,6 %.

Les nazis font une spectaculaire percée (au détriment des partis de droite), et deviennent la deuxième force électorale. C'est en particulier dans les campagnes que leurs résultats sont le plus important.

Mais le rapport de force entre les blocs reste à peu près stable. Les nazis ont siphonné les voix des autres partis de droite : DNVP et DVP perdent la moitié de leurs électeurs. C'était déjà le cas un an plus tôt lors d'élections locales, en novembre 1929, qui marquaient un succès des nazis « *au détriment de la droite traditionnelle.* »[4] En janvier 1930, pour la première fois un nazi (Wilhelm Frick) devient ministre dans un gouvernement régional, au sein d'une coalition de droite.
Le KPD devient la troisième force électorale. Mais, politiquement détruit de l'intérieur par le léninisme puis le stalinisme, le parti est complètement en dessous de la situation. Appliquant le sectarisme stalinien (dit de « la troisième période »), le « Front unique » n'est plus pour le KPD qu'un lointain souvenir. Etant donné le contexte, sa progression électorale reste limitée, et stérile.

Mars 1932, élection présidentielle :
Bien que premier parti du pays, le SPD ne présente pas de candidat, afin de faire barrage à Hitler. Mais pour cela, il soutient le président sortant de droite Hindenburg dès le premier tour !
Le KPD fait 13,2 %, Hitler fait 30,1 % : score sans précédent pour les nazis au niveau national. Mais Hindenburg, avec 49,5 % des voix dès le premier tour, est assuré de l'emporter.
Cette défaite sans combat de la social-démocratie ne va pas renforcer son prestige auprès des 6 millions de chômeurs que compte alors le pays. Même si la volonté de faire barrage au nazisme était incontestable, le fait de n'avoir pas pu trouver mieux que de faire bloc derrière Hindenburg montrait déjà l'état désastreux de la vie politique allemande.
Le conservateur Hindenburg est donc confortablement réélu[5]. Mais cette élection marque un véritable tournant en terme de rapport de force, au profit des droites. Le gouvernement conservateur durcit d'ailleurs sa politique.

Juillet 1932, élections législatives :
NSDAP : 37,4 %

---

4. Rita Thalmann, *La République de Weimar*, op. cit., p. 107.
5. Avec 53 % des voix, largement devant Hitler (36,8 %). Le candidat du KPD, qui s'est de nouveau maintenu, n'obtient que 10,2 % des suffrages.

SPD : 21,6 %
KPD : 14,5 %
Zentrum : 12,5 %
DNVP : 6,2 %
BVP : 3,7 %
DVP : 1,2 %
DDP : 1 %
Divers : 1,9 %

Blocs : gauches 36,1 %, droites 44,8 %, centre 17,2 %.

Pour la première fois depuis le début de la République (et même avant la guerre de 14-18), le SPD n'est plus la première force dans les urnes. L'événement majeur du scrutin est la forte poussée des nazis, qui consolident la percée effectuée par Hitler lors de la présidentielle. Les nazis ont récupéré presque toutes les voix des autres partis de droite (qui sont laminés), ainsi que des petits partis. Ce sont les élections législatives les plus marquées à droite de toute l'histoire de la République de Weimar.

Le KPD est en légère hausse, mais ne récupère pas toutes les voix perdues par le SPD. Les gauches restent cependant au-dessus de leur niveau de 1924.
Le KPD est en progression constante de 1928 à 1932. Mais son sectarisme stalinien, renforcé par certaines attitudes du SPD, entérine la division du mouvement ouvrier. Les essais de voie indépendante, le marxisme anti-stalinien du KPD-O et du SAP, n'auront jamais d'impact électoral (de façon d'autant plus évidente pour le KAPD – Parti communiste ouvrier, créé en 1920 – qui refusait de se présenter aux élections et prônait l'abstention).

La campagne est marquée par de nombreuses violences des nazis contre les partis de gauche. Ces violences meurtrières anti-marxistes s'inscrivent en parallèle d'un anti-socialisme gouvernemental, puisque le pouvoir de droite destitue le 20 juillet la direction SPD du Land de Prusse.

En août 1932, c'est cette assemblée qui élit le nazi Hermann Göring comme président du Reichstag, suite à une alliance du NSDAP avec le centre-droit.
Le gouvernement de droite propose également aux nazis des ministères,

dont un poste de numéro deux du gouvernement pour Hitler. Mais ce dernier refuse : il veut diriger l'Etat, donc le poste de chancelier, ou rien. Les nazis restent donc provisoirement dans l'opposition. Le gouvernement étant en conséquence minoritaire au Reichstag, on procède à de nouvelles élections.

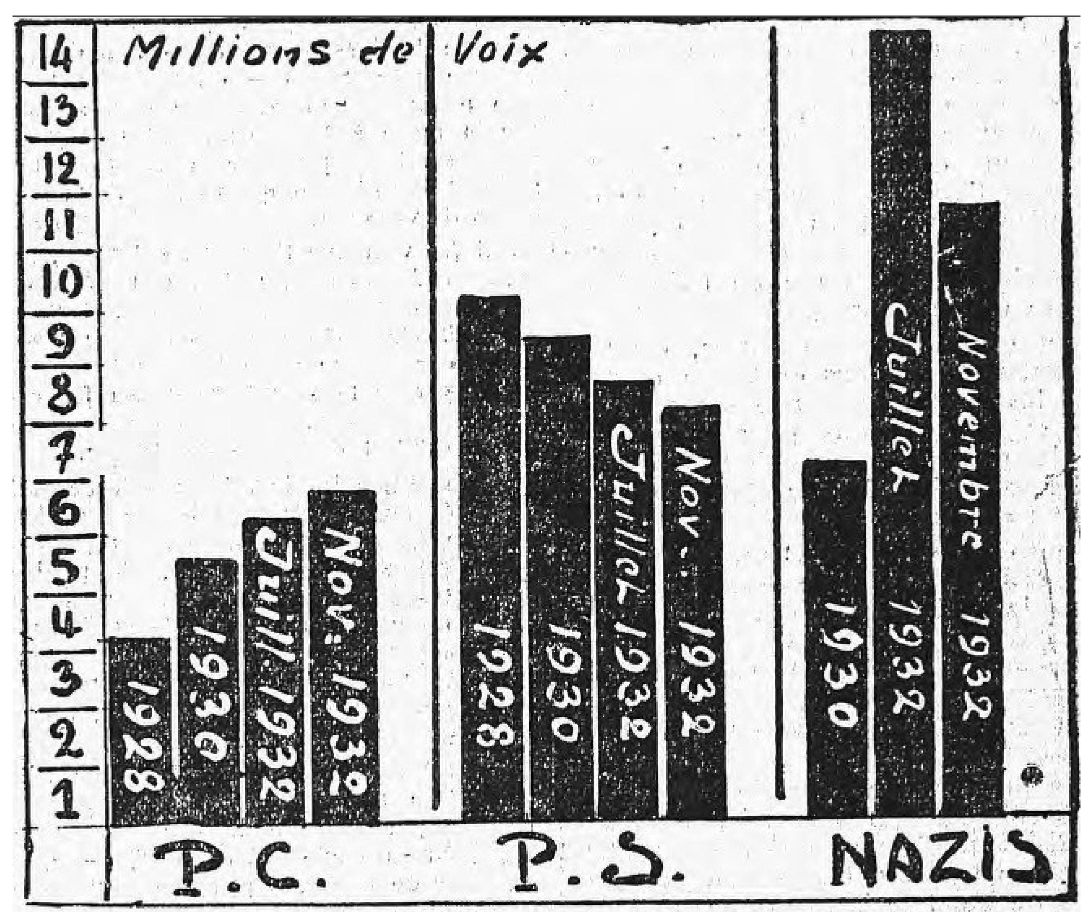


Détail d'une affiche du SPD en 1932.

Novembre 1932, élections législatives :
NSDAP : 33,1 %
SPD : 20,4 %
KPD : 16,9 %
Zentrum : 11,9 %
DNVP : 8,9 %
BVP : 3,4 %
DVP : 1,9 %
DDP : 1 %
Divers : 2,5 %

Blocs : gauches 37,3 %, droites 43,9 %, centre 16,3 %.

Les nazis reculent légèrement, et l'abstention est en hausse. A Berlin, le KPD arrive pour la première fois en première position avec 31 % voix (contre 26 % aux nazis, et 23,3 % au SPD) ; il réalise surtout au niveau national le meilleur résultat de son histoire. Mais en réalité, les rapports de force ont très peu changé depuis juillet.
Il faut néanmoins remarquer que lors de ces dernières élections démocratiques, les nazis ne sont en tête dans aucune des trois plus grandes villes allemandes de l'époque : c'est le KPD qui l'emporte à Berlin, le SPD à Hambourg, et le Zentrum à Cologne (le KPD arrivant deuxième).



Graphique publié par *L'Humanité* du 8 novembre 1932.

Léon Blum écrit que « *le flot raciste retombe et reflue pour la première fois.* » Mais, se laissant emporter par son optimisme, il ajoute que « *entre Hitler et le pouvoir une barrière infranchissable est dressée.* »[6]

Or, c'est sans nouvelle élection qu'il va accéder au pouvoir, en étant appelé par Hindenburg le 30 janvier 1933 à former un gouvernement de coalition de droite. Hitler est donc finalement « *arrivé au pouvoir par la volonté de la classe dirigeante* »[7].

---

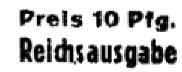
6. Léon Blum, « Résultats et sens des élections allemandes » (*Le Populaire*, 8 novembre 1932). *L'Humanité* va encore plus loin dans le triomphalisme déconnecté de la réalité, semblant oublier que les nazis ont remporté deux fois plus de suffrages que le KPD. Le quotidien de « référence » de l'époque, *Le Temps*, écrit de même que « *pour le parti de Hitler, le déclin a commencé* » (8 novembre 1932). Selon *Le Figaro*, cette « *défaite grave* » des nazis « *est le premier pas sur une pente qui risque d'être rapidement descendante* » (7 novembre 1932). L'aveuglement est donc largement répandu.

7. Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, op. cit., p. 82.


Dienstag, 31. Januar 1933
Nr. 26 / 3. Jahrgang
BRESLAU

SAZ
Sozialistische Arbeiter Zeitung

TAGESZEITUNG DER SOZIALISTISCHEN ARBEITERPARTEI


Preis 10 Pfg.
Reichsausgabe

Heut bringt die SAZ:

Dresdner Polizei ist schuld
Haussuchung bei SAP
Die Berliner SPD-Demonstration
Französische Regierungskrise
Arbeitersport und Sportabzeichen
Geplatztes Wirtschaftswunder
Wie es heute in Amerika aussieht

Hitler Reichskanzler!

Alarm für die ganze Arbeiterklasse

Le quotidien du SAP (parti socialiste révolutionnaire[8]) le 31 janvier 1933 :
« *Hitler chancelier du Reich ! Alarme pour l'ensemble de la classe ouvrière* ».
Ce journal fut interdit peu après.

Le 5 mars 1933, de nouvelles élections se déroulent dans un contexte non-démocratique (elles sortent ainsi du cadre de ce texte). La terreur et les arrestations ont déjà commencé, même si des listes de gauche peuvent encore être présentes, sans réellement pouvoir faire campagne. Même dans ces conditions largement faussées, les nazis ne vont pas obtenir la majorité absolue, mais 43,9 % des voix – et ce bien que tous les autres partis soient en recul.

Mais le 23 mars 1933, le Reichstag vote les pleins pouvoirs à Hitler. Les députés communistes sont déjà arrêtés ou en exil. Les seuls députés de gauche sont donc les socialistes, qui votent tous contre. L'ensemble des autres partis (droite et centre) rallient Hitler en votant pour. Le nazisme bénéficie ainsi d'une majorité artificielle qu'il n'a jamais obtenu dans aucune élection démocratique au suffrage universel. La tyrannie se met en place en achevant une république déjà à l'agonie[9].

---

8. Sur le SAP (*Sozialistischen ArbeiterPartei*), voir notre article sur un de ses militants : « Paul Frölich (1884-1953) », *Critique Sociale* n° 14 (février 2011).

9. Sur la période de novembre 1932 à mars 1933, voir le témoignage de Juan Rustico, *1933 : la tragédie du prolétariat allemand*, Editions Spartacus, 2003.

La violence politique a été le mal qui n'a cessé de ronger la République de Weimar. Ce n'est pas la Révolution qui en est à l'origine, mais au contraire la répression contre-révolutionnaire exercée par les Corps francs, avec l'appui du SPD soucieux de se maintenir au pouvoir. Les assassinats de janvier et mars 1919, tant de milliers d'anonymes que de figures révolutionnaires comme Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogichès, Gustav Landauer et Eugen Leviné, ont été le crime originel dont le régime était coupable, et dont il est mort. Le soulèvement de janvier 1919 s'était achevé « *par l'écrasement des insurgés dans un bain de sang scellant irrémédiablement la division de la gauche et sans doute le destin de la République en gestation* »[10].
Avant même cela, les quatre années de violence et de meurtres quotidiens que fut la Première Guerre mondiale avaient ruiné le pays. La violence sociale générée par la crise économique a ensuite renforcé cette violence politique, jusqu'au drame. Toutes les grandes forces politiques du pays ont une part de responsabilité. Le comportement de certains gouvernements étrangers, en particulier la politique agressive de la France, a également contribué à la déstabilisation de la République de Weimar. La crise mondiale de 1929 a achevé de compromettre un régime déjà fragilisé.

Il y a eu une porosité entre la droite et l'extrême droite, d'abord des thématiques puis de l'électorat. Le recours à des boucs émissaires (en particulier par l'antisémitisme), l'anti-communisme, le chauvinisme, rassemblaient bien avant 1933 la droite conservatrice et les nazis.
Cela nous rappelle qu'on ne doit pas céder d'un pouce face aux discours de haine et aux raccourcis simplificateurs. Il ne faut pas prendre non plus ses désirs pour des réalités : un recul en voix d'un courant politique ennemi ne signifie pas forcément le début de sa disparition historique.

Critique Sociale
Paris
2013

[10]. Rita Thalmann, *La République de Weimar*, op. cit., p. 14.

« Toute la propagande nazie est un appel permanent au salaud dans l'homme »
(Kurt Schumacher, député du SPD, février 1932)



« Une démocratie amnésique est forcément fragile »
(Enzo Traverso)

Critique Sociale

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société mondiale, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

Imprimé à Paris, décembre 2013

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás